

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE DANS LA
REDEFINITION
DES PRIORITES DU FONDS MONDIAL

Conclusions d'une analyse rapide,
indépendante et menée par la société civile

10 septembre 2025



SOMMAIRE

1 À propos de ce rapport

2 Contexte

3 Objectif de cette analyse

4 Methodologie

5 Conclusions

Accès aux conseils du Secrétariat du Fonds mondial
· Sources d'information sur le processus de redéfinition des priorités · Clarté des communications relatives à la redéfinition des priorités · Participation de la communauté au processus · Facilitation et outils pour l'engagement · Dépriorisation des programmes axés sur la communauté

6 Recommandations

À PROPOS DE CE RAPPORT

Cette collecte de données visait à recueillir des informations sur l'engagement et la participation des communautés au processus de redéfinition des priorités et de révision des subventions du Fonds mondial.

Cette analyse a été menée par un groupe indépendant d'organisations et de réseaux de la société civile : le « Eastern Africa National Networks of AIDS and Health Service Organizations » (EANNASO), la « Coalition to build Momentum, Power, Activism, Strategy & Solidarity » (COMPASS) Afrique, Seven Alliance, le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME), « Middle East Harm Reduction Association » (MENAHR), MENA Rosa, l'Association eurasienne pour la réduction des risques (EHRA), Via Libre, Data Etc, le Hub Mondial de Données pour le Plaidoyer (GADH), « Community Health & HIV Advocates Navigating Global Emergencies » (CHANGE) et « Women 4 Global Fund » (W4GF).

Cette activité n'était pas affiliée au Secrétariat du Fonds mondial. La contribution des hubs d'apprentissage de la communauté, les droits et le genre (CRG) s'est limitée à soutenir la diffusion et la sensibilisation des participants à cette activité.



CONTEXTE

Le 16 mai 2025, le Secrétariat du Fonds mondial a publié des directives concernant les mesures d'adaptation des subventions pour le cycle de subventions 7 (CS7) ¹

Ces mesures ont été conçues pour assurer la continuité des programmes vitaux pendant une période d'incertitude financière.

Ce processus de « redéfinition des priorités et de révision » a d'abord consisté d'une communication par le Secrétariat, le 30 juin 2025², d'une réduction des montants de financement, après quoi les pays ont été invités à examiner les activités subventionnées et à prendre des décisions quant aux activités financées par des subventions qui seraient supprimées, modifiées, maintenues ou transférées vers d'autres sources de financement (par exemple, le financement domestique).

Afin de garantir le maintien des services essentiels, vitaux et fondamentaux dans les budgets des subventions, le Secrétariat a publié des orientations détaillées³ et une note opérationnelle⁴ sur la redéfinition des priorités.

Dans le contexte des priorités et de l'engagement des communautés, ces documents comprenaient **plusieurs points spécifiques liés à l'engagement des communautés et des instances de coordination nationale (ICN) :**

-  **La redéfinition des priorités doit être inclusive :** « L'engagement de l'ICN doit être inclusif et transparent, en veillant à ce que toutes les parties prenantes concernées, en particulier les communautés et les organisations de la société civile (OSC), soient consultées. »
-  **Les ICN doivent faciliter la consultation des communautés :** « Les ICN sont [...] encouragés à examiner s'ils peuvent allouer des fonds de l'ICN pour soutenir un engagement et une consultation plus larges, en particulier pour la société civile et les communautés. »
-  **Le Fonds mondial facilitera cet engagement :** « Le Secrétariat du Fonds mondial jouera un rôle proactif dans la facilitation de ce processus en fournissant des conseils et un soutien opportuns sur l'engagement des parties prenantes et, si nécessaire, en demandant l'aide des agents locaux du Fonds (ALF) pour vérifier les preuves de cet engagement. »
-  **Les programmes axés sur la communauté, y compris l'ICN, doivent être prioritaires :** « Les interventions clés visant à réduire les obstacles liés à l'équité, aux droits humains et au genre doivent être prioritaires afin de garantir que les populations les plus touchées puissent accéder efficacement aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. [...] En outre, le suivi dirigé par la communauté (SDC) et les mécanismes de responsabilisation sont essentiels pour identifier et traiter les violations des droits et garantir que les systèmes de santé restent réactifs aux besoins des personnes les plus exposées. »
-  **L'intégration doit protéger les populations clés et vulnérables (PCV) :** « L'intégration dans les services de soins primaires doit s'accompagner d'efforts visant à rendre les services accessibles et acceptables pour les populations les plus touchées, notamment par des activités visant à renforcer les compétences en matière de prestation de soins inclusifs, respectueux, exempts de stigmatisation, sensibles au genre et adaptés à l'âge. »

OBJECTIF DE CETTE ANALYSE

S'appuyant sur les engagements et les orientations du Secrétariat, cette analyse avait trois objectifs principaux

:

- 1** Mesurer l'engagement de la communauté dans le processus de redéfinition des priorités, notamment en évaluant l'accès à l'information et aux ressources, l'inclusion dans les processus, les consultations et d'autres dynamiques ayant un impact sur la participation significative⁵.
- 2** Obtenir un aperçu précoce des activités proposées pour la dépriorisation, à la fois pour comprendre l'alignement de la redéfinition des priorités sur les orientations du Fonds mondial et pour développer une base de données factuelles afin de soutenir le plaidoyer communautaire dans le cycle de subventions 8 (CS8).
- 3** Fournir un soutien en temps réel aux pays confrontés à des contextes difficiles, à des difficultés d'engagement ou à des propositions de coupes budgétaires qui compromettent les principes, les priorités et la stratégie du Fonds mondial.

MÉTHODOLOGIE

Collecte des données

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne entre le 7 août et le 3 septembre 2025. Le sondage a été diffusé dans les listes de diffusion communautaires, les groupes de messagerie, directement aux points focaux administratifs des ICN et via un échantillonnage en boule de neige à partir des coordonnées fournies par les répondants. Le questionnaire était disponible en français, anglais, espagnol, portugais, russe, arabe et kiswahili.

Caractéristiques des répondants

Seuls les répondants classés comme étant engagés dans les processus du Fonds mondial étaient autorisés à répondre à l'enquête. Il s'agissait

notamment des répondants qui se sont identifiés comme membres de l'ICN, récipiendaires principaux (RP), sous-récipiendaires ou sous-sous-récipiendaires (SR ou SSR), partenaires techniques, prestataires d'assistance

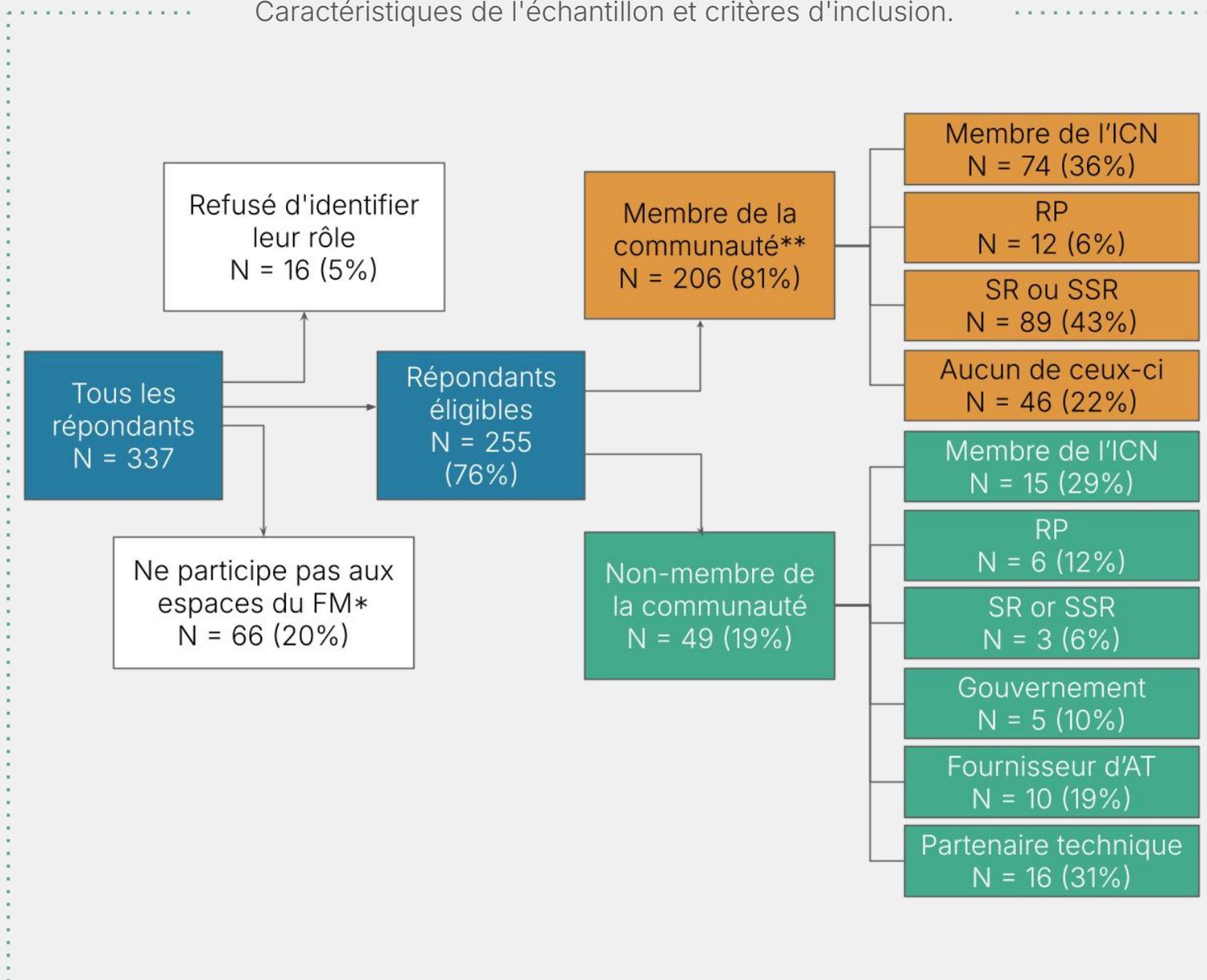
technique (AT), représentants gouvernementaux, ou ceux qui avaient participé à une consultation du Fonds mondial et s'étaient identifiés comme représentants communautaires, membres d'organisations de la société civile et/ou membres d'une PCV.

Au total, 337 répondants ont répondu à l'enquête (fig. 1).

Parmi eux, 82 (24 %) n'étaient pas éligibles pour être inclus dans l'échantillon final, soit parce qu'ils avaient refusé d'identifier leur rôle par rapport au Fonds mondial (16, 5 %), soit parce qu'ils n'étaient pas engagés dans les processus du Fonds mondial (66, 20 %). Après ces exclusions, un échantillon final de 255 répondants éligibles a été inclus dans l'analyse.

Figure 1.

Caractéristiques de l'échantillon et critères d'inclusion.



* Identifiés comme n'ayant aucun rôle lié au Fonds mondial (membre de l'ICN, RP, SR, partenaire technique, fournisseur d'assistance technique ou gouvernement) et n'ayant jamais participé à une consultation du Fonds mondial.

** Répondants ayant identifié leur secteur comme « personnel d'une organisation de la société civile », « représentant communautaire » ou « population clé ou vulnérable ».

CONCLUSIONS

Accès aux conseils du Secrétariat du Fonds mondial

Trois catégories d'accès à l'information ont été évaluées : la connaissance du processus de redéfinition des priorités, la prise de connaissance des lettres du Secrétariat annonçant la réduction des allocations et des montants des subventions, et la connaissance des programmes ou activités finalement supprimés ou réduits.

L'accès à l'information était le plus élevé parmi les membres non communautaires des ICN, dont 100 % étaient au courant du processus de redéfinition des priorités et 87 % étaient au courant des coupes finales (fig. 2).

Les membres des ICN qui étaient des **représentants communautaires étaient moins informés**, 6 % d'entre eux ne connaissant pas la redéfinition des priorités et plus d'un tiers (37 %) ne sachant pas quelles activités avaient été supprimées.

En dehors des ICN, l'accès à l'information était plus faible. Parmi les membres de la communauté impliqués dans les processus du Fonds mondial, une forte proportion (84 %) était au courant de la

redéfinition des priorités, mais seulement la moitié avait reçu des informations sur les changements apportés aux budgets des programmes.

Sources d'information sur le processus de redéfinition des priorités

Les canaux de communication variaient entre les parties prenantes communautaires et non communautaires (fig 3). La

communication directe du Fonds mondial était la source la plus courante de la lettre de redéfinition des priorités parmi les membres des ICN, les courriels du Secrétariat du Fonds mondial ayant atteint 77 % des membres non communautaires et 56 % des membres communautaires des ICN.

En dehors du CCM, les membres de la communauté s'appuyaient sur un éventail plus diversifié de sources : les canaux de communication les plus fréquemment cités étaient les partenaires communautaires ou d'autres collègues (32 %) et les récipiendaires principaux (32 %), alors que les personnes ne faisant ni partie de la communauté ni de l'ICN recevaient la lettre principalement via des partenaires communautaires (35 %), le secrétariat de l'ICN (30 %) ou par courriel du secrétariat du Fonds mondial (25 %).

Figure 2.

Accès à l'information sur le processus de redéfinition des priorités.

■ Membre de la communauté
 ■ Non-membre de la communauté

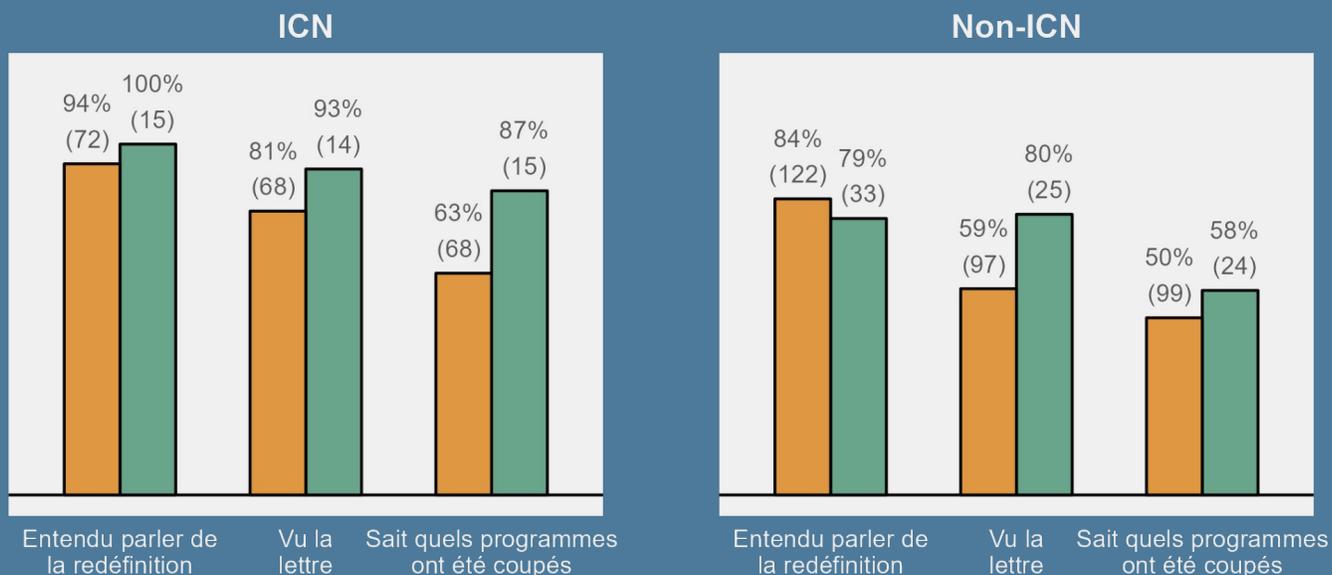
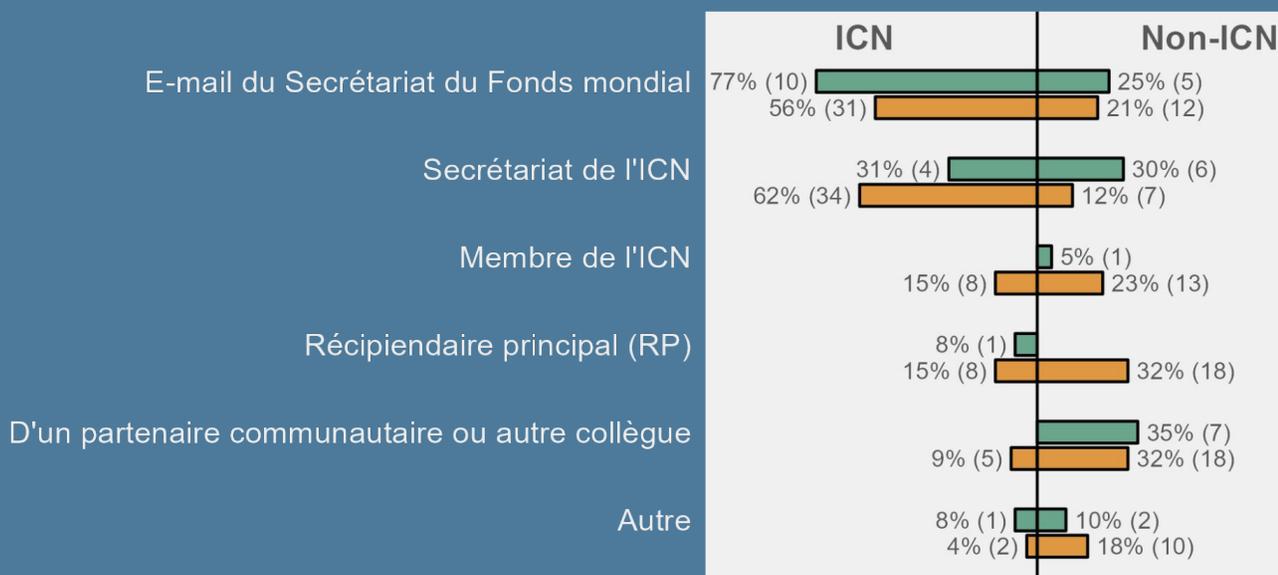


Figure 3.

« Comment avez-vous reçu la lettre de redéfinition des priorités ?* »

■ Membre de la communauté
 ■ Non-membre de la communauté



* Parmi les répondants au courant de la redéfinition des priorités.

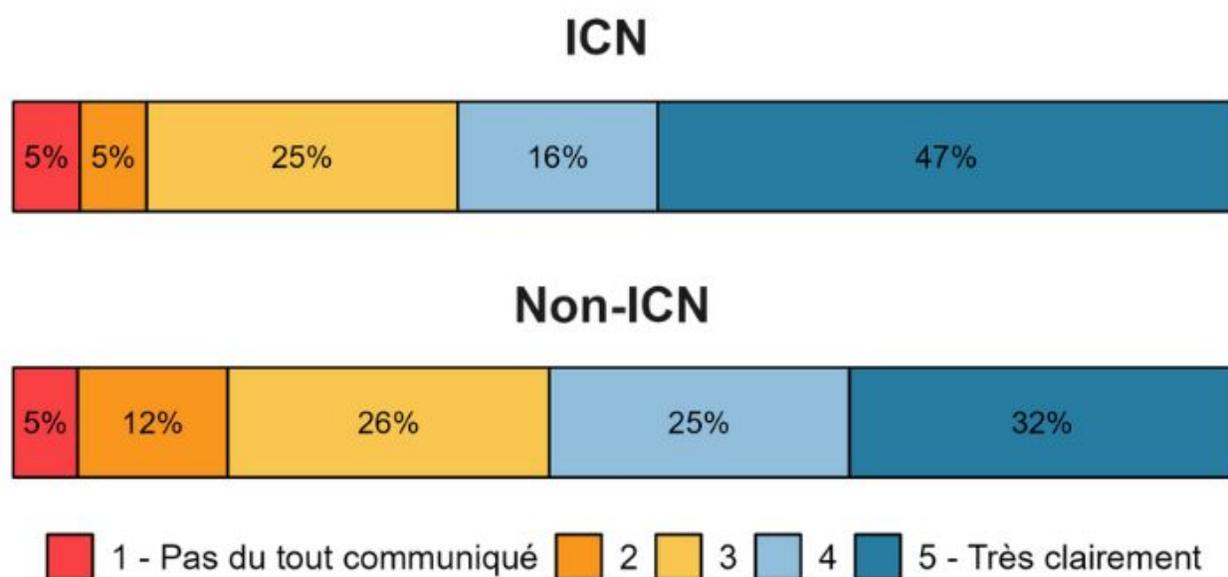
Clarté des communications relatives à la redéfinition des priorités

Outre les questions relatives à l'accès aux communications du Fonds mondial, les répondants ont également été interrogés sur la clarté du contenu de la lettre (fig 4).

Les membres de la communauté n'appartenant pas à l'ICN étaient moins susceptibles de déclarer que la communication était claire, 43 % d'entre eux jugeant la clarté de la communication médiocre ou neutre, contre seulement 35 % des membres communautaires de l'ICN.

Figure 4.

« Le contenu de la lettre de redéfinition des priorités et ses implications pour votre pays ont-ils été clairement communiqués ?* »



* Parmi les répondants de la communauté au courant de la redéfinition des priorités.

Participation de la communauté au processus

Le Secrétariat du Fonds mondial a clairement indiqué qu'« **une participation significative de la communauté reste essentielle** tout au long de ce processus [de redéfinition des priorités] »⁶, suggérant que « les ICN [devraient] prévoir au moins une réunion avec tous les membres de l'ICN au cours de la première quinzaine de juillet [...] afin de discuter de la redéfinition des priorités des interventions et de s'aligner sur les montants finaux du budget des subventions et de les confirmer ».⁷

Environ 40 % des répondants communautaires n'étaient pas informés d'aucune opportunité de consultation communautaire au sujet de la redéfinition des priorités, avec des taux similaires parmi les membres des ICN (40 %) et les non-membres des ICN (41 %) (**fig. 5**). Lorsqu'on leur a demandé de préciser quels types de consultations avaient eu lieu, les membres des ICN issus de la communauté ont fait état de consultations virtuelles (28 %) et de la réception de mises à jour par courrier électronique (24 %) au sujet de l'exercice de redéfinition des priorités. Les possibilités de consulter des documents Excel liés à la redéfinition des priorités (22 %) ou de participer à des groupes de travail techniques (19 %) ont été moins fréquemment mentionnées.

Les répondants communautaires n'appartenant pas à l'ICN étaient globalement moins informés des possibilités de consultation et étaient plus susceptibles d'avoir connaissance des consultations en personne (18 %) que des consultations virtuelles (15 %).

Lorsqu'on a demandé aux répondants communautaires s'ils étaient satisfaits du niveau d'engagement communautaire, **42 % des représentants des ICN et 46 % des membres non membres des ICN ont déclaré être « très insatisfaits » ou « insatisfaits »** (**fig. 6**). Certains répondants ont décrit le contexte de leur pays comme n'offrant aucune possibilité de participation, ou comme n'offrant que des consultations menées par des communautés qui n'étaient pas liées aux ICN ou aux RP :

“ « Il n'y a eu aucune consultation avec les communautés ou les organisations. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

« Les communautés n'ont pas été consultées du tout. Il y a eu des consultations intercommunautaires, mais pas par les RP ou l'ICN. » (Répondant d'Asie High Impact)

« Il n'y a pas eu de véritable consultation, et on ne sait pas comment ils sont arrivés à cette hiérarchisation. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

Figure 5.

« Parmi les formes de consultation communautaire suivantes, lesquelles ont eu lieu dans votre pays dans le cadre de la redéfinition des priorités ?* »

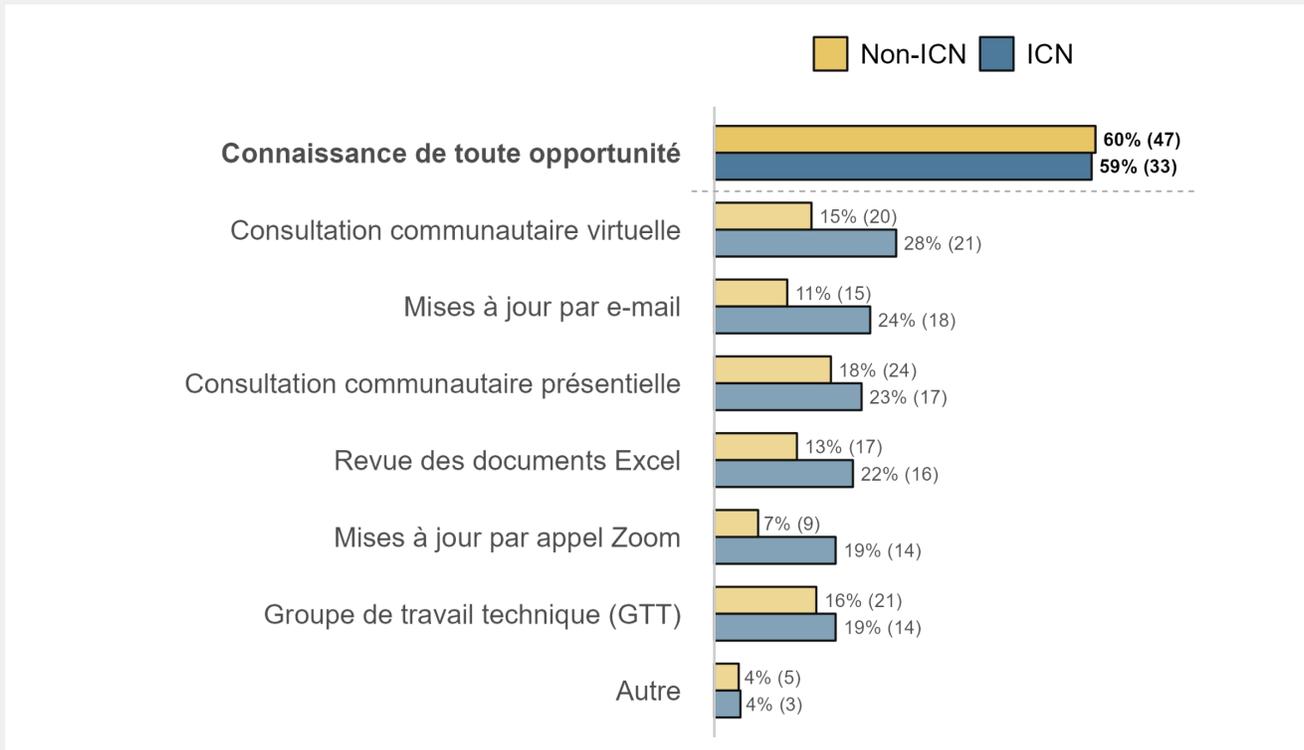
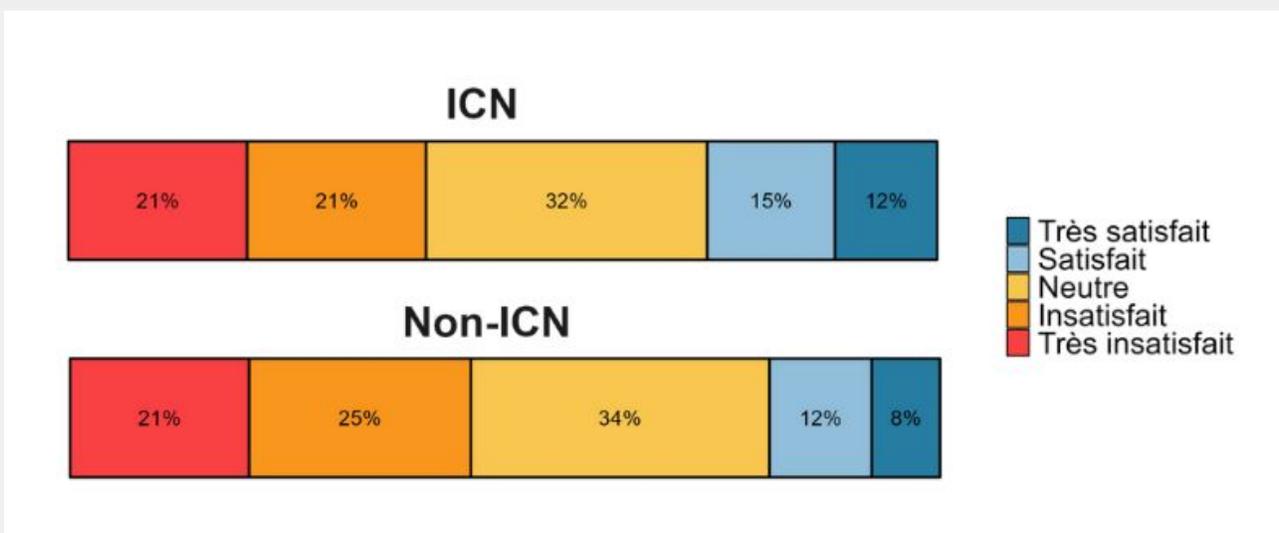


Figure 6.

« Dans quelle mesure êtes-vous satisfait du niveau global d'engagement communautaire pendant le processus décisionnel de redéfinition des priorités ?* »



* Parmi les répondants de la communauté au courant de la redéfinition des priorités.

D'autres ont décrit la consultation communautaire comme n'incluant qu'un **groupe limité d'individus**, sans implication plus large de la communauté dans son ensemble

« L'ensemble du processus était tellement fermé que même certains partenaires locaux ne sont pas au courant de la redéfinition des priorités et de ce qu'elle impliquait réellement. Il s'agissait davantage de l'ICN, des directeurs d'OSC et des responsables gouvernementaux chargés des interventions sanitaires, plutôt que des populations clés et vulnérables. » (Répondant d'Afrique australe et orientale)

« Toutes les consultations ont été menées avec un petit comité composé de représentants de l'ICN, sans consultation ouverte avec les parties prenantes. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

Le plus souvent, les personnes interrogées ont décrit des consultations, mais ont souligné que les **réunions n'étaient pas de véritables espaces de prise de décision**, les décisions ayant manifestement déjà été prises. Certains ont décrit ces consultations comme des ateliers, au cours desquels les communautés étaient informées qu'un exercice de redéfinition des priorités était en cours. D'autres ont déclaré avoir l'impression que les RP prenaient délibérément leurs décisions en privé, afin de saper l'engagement

communautaire ou de protéger les intérêts institutionnels. Dans certains cas, les communautés ont été explicitement informées que les décisions seraient prises par les RP.

« On aurait dit des décisions prises depuis longtemps » (Répondant d'Afrique centrale)

« Les RP et les SR se sont entendus pour réduire le financement des communautés, même pour les activités qui n'avaient pas été reprogrammées et qui étaient des activités communautaires. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

« Les décisions ont été prises avec les RP. C'est ce qui nous a été communiqué. » (Répondant d'Afrique High Impact 1)

« [La communauté] a été consultée pour arriver aux décisions déjà prises en amont et non pas pour une consultation. Cela a été comme une diffusion d'informations. » (Répondant d'Afrique centrale)

« Nous avons eu l'impression durant de ce processus que les RP, SR et l'ICN ont fait une alliance d'exclusion de la société civile pour leur permettre de mettre en exécution un plan caché en termes de priorisation des activités leur concernant. » (Répondant d'Afrique de l'Ouest)

« Le RP semble donner la priorité aux domaines qui correspondent davantage à ses propres intérêts institutionnels. » (Répondant d'Afrique australe et orientale)

Figure 7.

« Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la manière dont les commentaires et les priorités de votre communauté ont été pris en compte par l'ICN et les RP ?* »

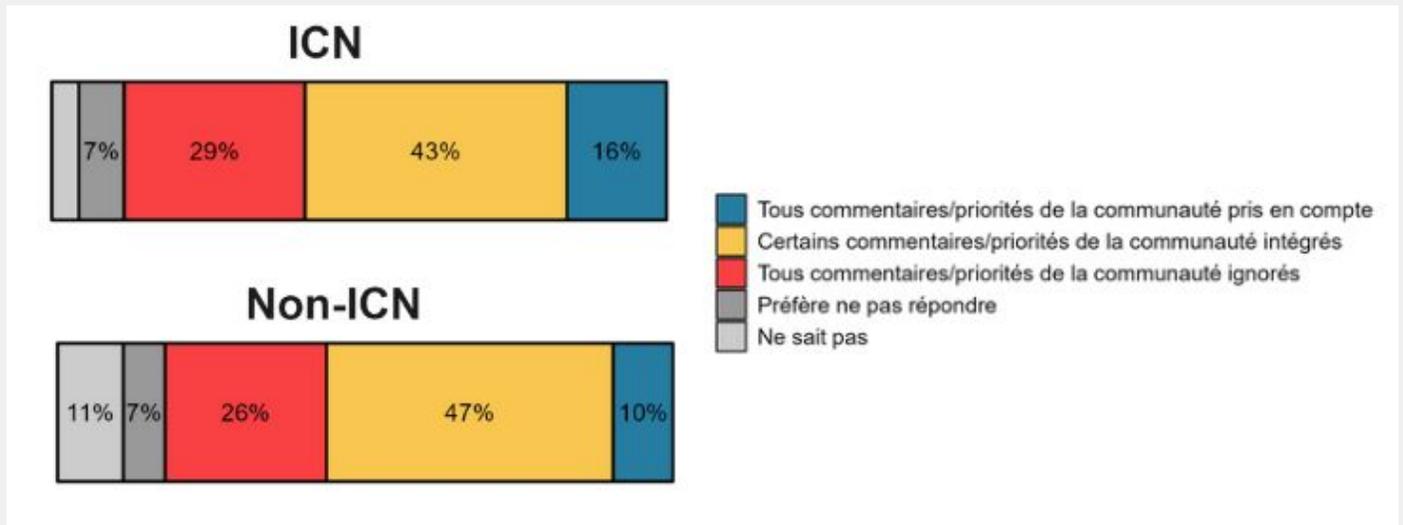
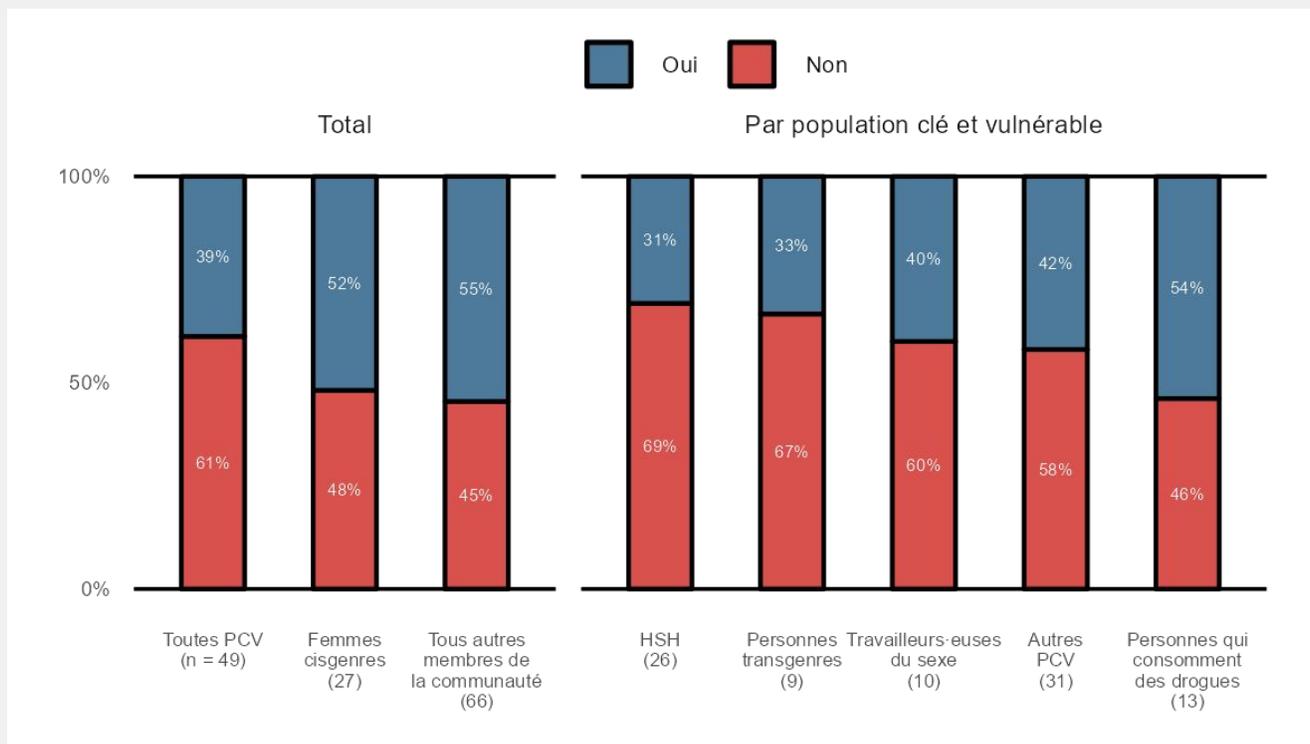


Figure 8.

« À votre avis, le processus de redéfinition des priorités a-t-il véritablement inclus les PCV, les femmes et les jeunes ?* »



* Parmi les répondants de la communauté au courant de la redéfinition des priorités.

« En fin de compte, les décisions ont été prises de manière centralisée par le gouvernement fédéral avec un minimum de transparence. »
(Répondant d'Asie High Impact)

« Les responsables gouvernementaux suppriment ou sapent activement les contributions des communautés, et les délégués de l'ICN ne s'engagent pas efficacement dans les questions qui leur sont présentées. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

En revanche, 27 % des représentants d'ICN et 20 % des non-membres d'ICN se sont déclarés « très satisfaits » ou « satisfaits ».

« Le processus a permis aux principaux représentants des communautés de partager leurs contributions, et leurs voix ont été prises en compte dans les décisions. » (Répondant d'Asie High Impact)

Tous les répondants communautaires ont également été invités à indiquer leur degré de satisfaction à l'égard de la réponse de l'ICN et des RP aux priorités et aux commentaires de la communauté qui ont été partagés lors de l'exercice de redéfinition des priorités (fig. 7). Parmi les membres communautaires des ICN, **29 % ont estimé que toutes les priorités communautaires avaient été ignorées** par l'ICN et les RP, tandis que 16 % ont estimé que tous leurs priorités avaient été prises en compte. Parmi les communautés ne faisant pas partie de l'ICN, 18 % ne savaient pas comment les priorités avaient été reçues et 26 % estimaient qu'elles avaient toutes été ignorées.

Il a été demandé aux répondants communautaires s'ils estimaient que le processus de redéfinition des priorités était véritablement inclusif pour les PCV, les femmes et les jeunes (fig. 8). Parmi les répondants qui se sont identifiés comme membres de populations clés ou vulnérables, **54 % ont déclaré que le processus n'était pas inclusif**. Parmi les femmes, 37 % ont déclaré que le processus était inclusif, et parmi tous les autres répondants communautaires, 38 % ont estimé qu'il était véritablement inclusif. Les populations décrites comme étant exclues des consultations comprenaient les PCV, les personnes vivant dans des communautés rurales en dehors de la capitale, les jeunes et les personnes vivant dans des zones de conflit.

« Les communautés rurales des pays en conflits n'ont pas été plus consultées. » (Répondant d'Afrique High Impact 1)

« Très peu de membres ont été invités et d'autres populations n'étaient même pas présentes, par exemple les populations clés. » (Répondant d'Afrique australe et orientale)

« Les communautés des zones en conflits, les zones rurales, les OSC des jeunes n'ont pas été véritablement consultées. » (Répondant d'Afrique High Impact 1)

« Beaucoup ont estimé que le processus n'était pas inclusif, avec une participation limitée des populations clés et vulnérables. » (Répondant d'Asie High Impact)

Facilitation et outils pour l'engagement

Outre l'accès à l'information et la participation aux processus, les répondants ont été invités à indiquer s'ils disposaient de la facilitation, des outils, des ressources ou d'autres formes de soutien leur permettant de participer au processus de redéfinition des priorités.

Le défi le plus fréquemment signalé par les communautés était le **manque de compréhension du fonctionnement du processus de redéfinition des priorités** (55 % des membres des ICN et 40 % des non-membres des ICN) (fig. 9). Parmi les représentants des ICN, les autres défis courants comprenaient les difficultés à dialoguer avec le gouvernement (42 %), l'accès à l'information et aux données (41 %) et le financement nécessaire pour participer aux consultations (38 %). Parmi les non-membres des ICN, le défi le plus fréquemment signalé était l'accès à l'information et aux données, mentionné par 41 % des répondants.

« Avoir à temps l'information et avoir les documents n'a pas suivi. Les communautés n'ont pas suffisamment cerné les enjeux de cette priorisation. Leur base a ignoré ce processus. »
(Répondant d'Afrique de l'Ouest)

Certains répondants ont déclaré avoir été invités à participer à des consultations, mais ont décrit les

difficultés rencontrées pour y participer en raison du non-remboursement des frais de transport, du manque de financement pour les données mobiles ou des difficultés à participer à des espaces en ligne avec des réseaux instables.

« Tout le monde ne dispose pas d'un smartphone ou d'une connexion internet pour participer ou donner son avis, car la plupart des réunions se déroulent sur Zoom, et même ceux qui ont un smartphone ne peuvent pas participer à ces réunions Zoom à cause des données. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

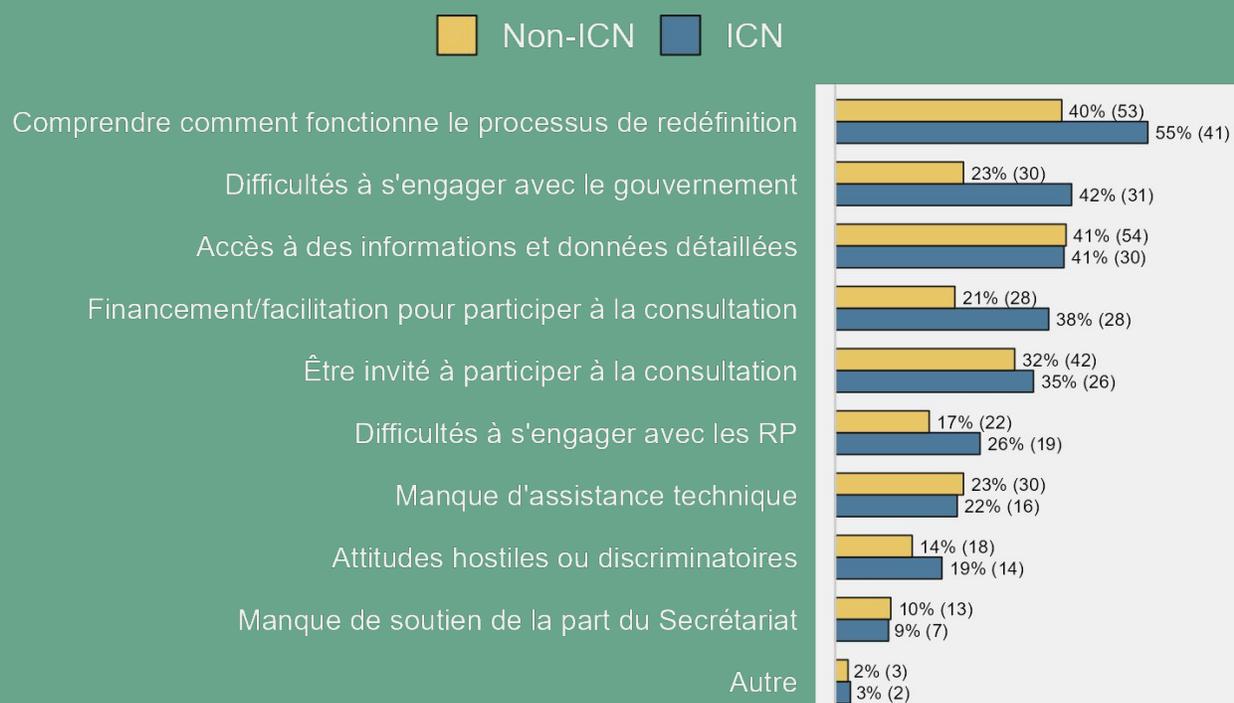
« Les communautés ont été invitées à organiser des consultations à leurs propres frais. Nous avons donc organisé des consultations en ligne, mais nous n'avons même pas eu suffisamment de temps pour le faire. » (Répondant d'Asie High Impact)

« [Il y avait un] absence de fonds de remboursement transport. » (Répondant d'Afrique High Impact 1)

« Le processus qui nous a été présenté devait être transparent et inclusif. Les réunions en ligne ne sont pas pratiques pour la communauté en raison de l'instabilité du réseau et de l'inaccessibilité des diapositives, car la plupart des participants utilisent des téléphones. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

Figure 9.

« Quels ont été les plus grands défis rencontrés dans le cadre du processus de redéfinition des priorités ?* »



Une autre préoccupation commune était le **manque de temps pour mener une consultation adéquate et inclusive**, et le sentiment que le processus avait été précipité. Ces défis ont été aggravés par le sentiment que les communautés avaient reçu les informations, les documents et les outils trop tardivement pour pouvoir participer en temps utile.

« Je pense que le délai imparti était trop court pour atteindre toutes les communautés. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

« La communauté n'est pas informée à temps. » (Répondant d'Afrique centrale)

« Le processus actuel de redéfinition des priorités semble précipité, exclut les communautés et ne comble pas de manière adéquate les déficits de financement émergents. » (Répondant de l'Afrique australe et orientale)

« La communication n'était pas claire, les délais étaient courts et, dans certains cas, les commentaires des communautés n'ont pas été visiblement pris en compte dans les décisions finales. » (Répondant d'Asie High Impact)

Notant que l'accès à l'information était un défi fréquemment signalé, les répondants ont également été interrogés sur les types de données auxquels ils avaient actuellement accès (**fig. 10**). Parmi les

* Parmi les répondants de la communauté au courant de la redéfinition des priorités.

représentants communautaires de l'ICN, **48 % avaient accès à des documents Excel** détaillant les activités modifiées lors de la redéfinition des priorités, contre seulement 26 % des non-membres de l'ICN.

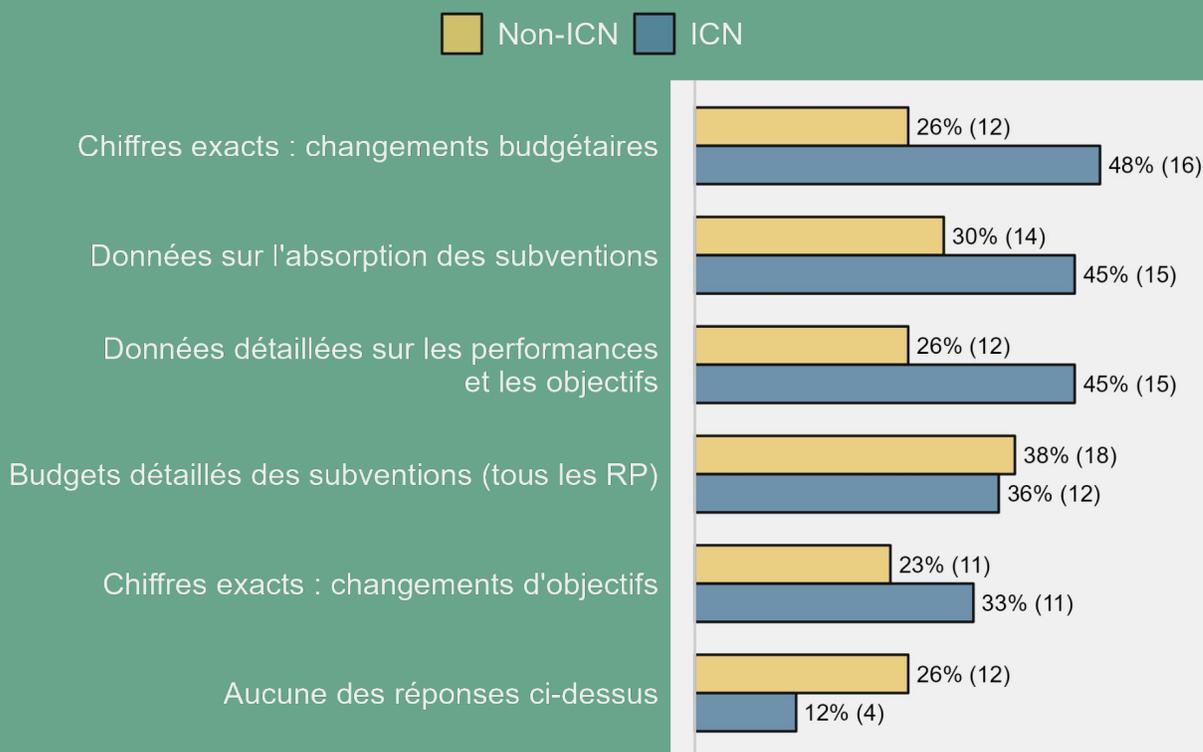
« Les informations fournies sont générales et de haut niveau, ce qui rend difficile toute implication dans les détails. » (Répondant d'Asie High Impact)

« La communauté n'a pas été en mesure d'examiner les documents de manière approfondie. Au final, nous n'étions pas sûrs que nos contributions aient été intégrées dans le document, car celui-ci ne nous a pas été communiqué. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

Indépendamment du processus de redéfinition des priorités, moins de la moitié (45 %) des membres de l'ICN avaient accès aux données sur l'absorption des subventions et seulement **36 % avaient accès aux données détaillées sur le budget des subventions** pour chaque RP dans leur pays.

Figure 10.

« À quelles informations avez-vous actuellement accès ?* »



* Parmi les répondants de la communauté au courant de la redéfinition des priorités.

Dépriorisation des programmes axés sur la communauté

Le Fonds mondial a publié des recommandations sur les activités à privilégier et celles qui étaient moins prioritaires et pouvaient être supprimées. Afin de déterminer si le processus de redéfinition des priorités était conforme à ces recommandations, les répondants ont été invités à décrire les activités qui avaient été ou étaient susceptibles d'être supprimées ou réduites.

Il convient de noter que **plusieurs coupes dans l'aide étrangère ont eu lieu au même moment**, ce qui a semé la confusion parmi les répondants. Plus précisément, certains participants ne savaient pas clairement quelles activités avaient été supprimées lors du processus de redéfinition des priorités et lesquelles avaient été supprimées lors de la « pause » dans la mise en œuvre qui avait eu lieu plusieurs mois auparavant. D'autres ont noté le retrait simultané des activités soutenues par le gouvernement américain, notamment la fermeture de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'annulation de contrats bilatéraux.

Néanmoins, plusieurs thèmes se sont dégagés des données de l'enquête. Tout d'abord, les personnes interrogées ont décrit quatre grandes catégories d'activités qui ont été supprimées dans le cadre de la redéfinition des priorités : **(1) le suivi et l'évaluation (S&E), les**

enquêtes et la recherche, (2) les formations, les ateliers et le renforcement des capacités, (3) les voyages, les conférences et les réunions, et (4) l'amélioration des infrastructures et l'achat d'équipements.

« *Les visites sur le terrain et le volet information ont été suspendus.* » (Répondant d'Europe de l'Est et d'Asie centrale)

« *Les nouvelles recherches ou celles qui viennent de démarrer et qui n'ont pas beaucoup avancé* » (répondant d'Afrique High Impact 1)

« *Les ateliers et les cours de formation ont été suspendus.* » (Répondant d'Afrique centrale)

« *Le suivi, les formations et les déplacements* » (Répondant d'Afrique de l'Ouest)

« *Achat de nouveaux véhicules, d'équipements informatiques, de supports imprimés et frais de publication, d'équipements de laboratoire et autres.* » (Répondant d'Europe de l'Est et d'Asie centrale)

« *Achats immobiliers, achats de véhicules et outils informatiques.* » (Répondant d'Afrique de l'Ouest)

Les domaines moins fréquemment cités comme ayant été déprioritisés comprennent les **ressources humaines, les services de conseil et les coûts de gestion** des programmes.

« Réduction du personnel chargé de la gestion des dossiers, réduction des primes pour les cadres » (Répondant d'Asie High Impact)

« Les activités impliquant des indemnités, l'embauche de nouveaux employés, etc. ont été réduites. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

« Le RP a dû subir des coupes dans ses ressources humaines et sa gestion, et pire encore, tout le monde a été informé que ses honoraires seraient réduits, comme ça, du jour au lendemain. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

En outre, plusieurs catégories d'activités axées sur la communauté ont été décrites comme faisant l'objet de réductions lors de la redéfinition des priorités. Il s'agit notamment des **services d'accompagnement** destinés à aider les personnes à accéder aux services de traitement, y compris le soutien nutritionnel et psychosocial aux clients ; le remboursement des frais de transport ; les soins aux personnes atteintes d'une maladie à VIH avancée (MVA) ; et les activités de soutien, d'alphabétisation et d'éducation au niveau communautaire.

« L'alphabétisation sanitaire dans les établissements et les communautés, l'éducation des communautés sur le VIH et la tuberculose. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

« Mener des campagnes d'information et d'éducation auprès des communautés pour la prévention, le dépistage et

« tuberculose. » (Répondant d'Europe de l'Est et d'Asie centrale)

« Prise en charge nutritionnelle de PVVIH, remboursement transport de paires éducateurs. » (Répondant d'Afrique High Impact 1)

« Préservatifs, aide nutritionnelle et aide au transport, [...] PrEP, aide à l'emploi » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

« Activités de sensibilisation auprès du groupe PCV, en particulier les consommateurs de drogues qui sont les plus vulnérables de la société. » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

D'autres répondants ont décrit des réductions dans les programmes de **prévention ou de détection des nouveaux cas** de VIH, de tuberculose et de paludisme, y compris les activités de détection active des cas ; les activités de prévention, notamment la PrEP et les préservatifs ; la réduction des risques ; et les services liés à la violence sexiste et la PEP.

« Violence sexiste, protection contre l'exploitation et le harcèlement sexuels, prophylaxie pré et post-exposition au VIH » (Répondant d'Afrique High Impact 2)

« Projets d'éducation par les pairs, projets de réduction des risques, projets de soutien psychologique, projets sur la stigmatisation et la discrimination. » (Répondant du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord)

« PrEP, programmes de dépistage communautaire auprès des populations clés. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

Enfin, les répondants ont décrit des coupes dans **les programmes de renforcement et de supervision des systèmes communautaires**, notamment les activités liées aux droits de l'homme, les activités de plaidoyer axées sur la réforme juridique et le SDC. La réduction du soutien aux organisations de la société civile, parallèlement au retrait du financement des activités de plaidoyer visant à renforcer les ressources nationales et à lever les obstacles juridiques aux soins, a été décrite comme un défi majeur pour la durabilité des programmes soutenus par le Fonds mondial.

“ « Mobilisations sociales – campagnes journées dédiées, droits humains eu égard au contexte légal dans le pays. » (Répondant d'Afrique High Impact 1)

« Le soutien social aux personnes vivant avec le VIH, les activités de SDC sont susceptibles d'être réduites, les réunions du forum de partenariat de la société civile sont susceptibles d'être déprioritisées. Services liés à l'hépatite C et aux IST/IO. » (Répondant de l'Asie High Impact)

« Suppression des obstacles, surveillance citoyenne/surveillance communautaire, plaidoyer politique, droits humains. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

« Activités de plaidoyer pour la mobilisation des ressources nationales. » (Répondant d'Europe de l'Est et d'Asie centrale)

Certains répondants ont estimé que les coupes budgétaires avaient permis de préserver les services vitaux et étaient appropriées dans le contexte des risques financiers auxquels est confronté le Fonds mondial. Cependant, plusieurs préoccupations ont été soulevées concernant les types d'activités dont la priorité a été réduite. Tout d'abord, les coupes budgétaires ont été décrites comme créant un **risque financier grave pour la viabilité des organisations communautaires**. Les répondants ont décrit bon nombre des programmes supprimés, notamment les facilitateurs sociaux, les activités de plaidoyer et la recherche et le plaidoyer menés par les communautés, qui sont normalement mis en œuvre par des organisations non gouvernementales et communautaires.

“ « Les [organisations de la société civile] qui travaillent sur la tuberculose sont aujourd'hui sous pression, et même la tuberculose est en grande difficulté car personne ne s'occupe de l'engagement communautaire, ce qui fait que beaucoup de gens meurent et que la maladie se propage. » (Répondant d'Afrique de l'Ouest)

« Toute réduction aura un impact sur le travail de terrain et affectera les communautés, en particulier les organisations communautaires, compte tenu de l'augmentation du taux de VIH dans les populations clés. » (Répondant d'Asie High Impact)

D'autres ont exprimé leurs inquiétudes quant à la **capacité du système de santé à fournir des services** de santé sans le soutien des actions de sensibilisation communautaire, du soutien par les pairs et d'autres facilitateurs. Certains ont fait remarquer que les répercussions sur la formation des professionnels de santé axée sur la stigmatisation et la discrimination aggraverait les obstacles importants à la prise en charge des PCV.

« Je ne suis pas d'accord avec la réduction des facilitateurs [...] car ceux-ci ont été très importants pour les patients, en particulier pour faciliter les tests de laboratoire qui doivent être effectués dans des hôpitaux de référence, parfois assez éloignés de leur domicile. » (Répondant d'Asia High Impact)

« La dépriorisation ou le retrait du financement de certaines activités peut avoir une incidence directe sur les résultats du programme. Par exemple, la réduction du soutien aux activités de sensibilisation communautaire et de renforcement des capacités pourrait limiter l'engagement des clients et affaiblir leur fidélisation aux services. » (Répondant d'Asie High Impact)

« Étant donné que les activités liées à la suppression des obstacles en matière de droits humains ont été réduites de 43 %, cela aura une incidence sur l'ensemble du projet, car nous constatons encore de la stigmatisation et de la discrimination dans de nombreux

« endroits. » (Répondant d'Asie du Sud-Est)

« Sans les activités communautaires en lien avec la prévention, la jeunesse ne pourra plus être informée. » (Répondant d'Afrique centrale)

Une autre préoccupation fréquente était que les **coupes budgétaires réduiraient la qualité des soins et la supervision des programmes** en limitant le contrôle de la qualité des soins et en affaiblissant les systèmes destinés à améliorer la prestation des services.

« Je suis préoccupé par la dépriorisation des enquêtes, des études, des évaluations et des examens, car le pays ne finance pas suffisamment ces activités et le suivi et l'évaluation ne sont pas assez solides dans [ce pays]. » (Répondant d'Amérique latine et des Caraïbes)

« La réduction des activités de formation ou de soutien par les pairs pourrait affecter la qualité et la durabilité des services. » (Répondant d'Asie High Impact)

« L'engagement communautaire et la formation des bénévoles communautaires sont relégués au second plan. Cela aura une incidence sur l'efficacité et la qualité de la prestation des services vitaux. » (Répondant d'Asie High Impact)

« Les activités SDC sont la seule source de qualité continue des services selon le cadre [DAAQ] et doivent être poursuivies. » (Répondant d'Asie High Impact)

RECOMMANDATIONS

Ces données révèlent plusieurs conclusions concernant la mise en œuvre de l'exercice de redéfinition des priorités et présentent des recommandations visant à renforcer l'engagement communautaire et le financement des besoins communautaires dans les processus du Fonds mondial. Étant donné que de nombreux pays commenceront à mener des consultations nationales avant le CS8, c'est le moment idéal pour renforcer la préparation des communautés à s'engager.

- 1 Les directives du Fonds mondial en matière de redéfinition des priorités ne reconnaissent pas suffisamment le rôle vital des priorités communautaires.** Selon ces données, la plupart des pays ont dépriorisé les activités classées par le Fonds mondial comme étant moins urgentes et pouvant être reportées sans impact sur les services vitaux. Cependant, le financement de plusieurs priorités axées sur les communautés a également été réduit, notamment les programmes relatifs aux droits de l'homme, le SDC, la prévention et le diagnostic des maladies, ainsi que les interventions visant à garantir l'accès des PCV aux soins de santé. En outre, parmi les activités dont le Secrétariat a recommandé de réduire la priorité, plusieurs ont été signalées pour leur importance dans la supervision des subventions, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination, et la garantie que les clients puissent accéder aux services de santé soutenus par le Fonds mondial. Dans la perspective du CS8, le Secrétariat devrait produire des orientations claires qui reconnaissent explicitement les priorités communautaires comme des interventions vitales et collaborer avec les RP et les ICN afin de garantir que ces activités soient financées au cours du prochain cycle de subventions et liées à la stratégie du Fonds mondial consistant à placer les communautés au centre de la riposte, en mettant l'accent sur les droits humains et le genre.
- 2 Les voies de communication du Fonds mondial avec les ICN doivent être renforcées.** Parmi les personnes interrogées dans le cadre de ce rapport, 6 % des représentants communautaires des ICN n'étaient pas au courant de la redéfinition des priorités, et près

d'un cinquième n'avaient jamais vu la communication du Fonds mondial concernant les enveloppes de financement révisées de leur pays. Si le Secrétariat du Fonds mondial a pris des mesures pour renforcer ses canaux de communication avec les ICN, celles-ci doivent s'accompagner d'une communication plus directe et proactive avec tous les représentants des ICN. En outre, pour les processus nécessitant l'engagement de la communauté, tels que la redéfinition des priorités, le Secrétariat doit élargir ses efforts de sensibilisation en utilisant des canaux non traditionnels et en s'adressant à des réseaux plus larges, en partageant des informations dans différentes langues et dans un langage plus convivial. Les stratégies du Secrétariat devraient inclure de multiples webinaires multilingues, l'envoi régulier de courriels à des individus et à des réseaux, et l'élargissement des listes de distribution internes afin d'inclure tous les membres des ICN.

3 Les directives du Fonds mondial doivent imposer un reporting actionnable sur les indicateurs d'engagement communautaire.

Le Secrétariat du Fonds mondial a publié des directives encourageant la participation des ICN et des communautés au processus décisionnel de redéfinition des priorités. Toutefois, ces directives n'étaient pas accompagnées d'une signature obligatoire de tous les membres des ICN et n'exigeaient pas la documentation des consultations communautaires. Selon les réponses à l'enquête, cette absence d'exigence a conduit à la prise de décisions à l'insu de l'ICN et à l'organisation par les RP de webinaires qui n'étaient pas de véritables espaces de retour d'information ou de prise de décision conjointe. Lors du CS8, le Secrétariat doit exiger la signature officielle de l'ICN et la preuve de la consultation pour toutes les phases du cycle de subvention où l'engagement communautaire est nécessaire, y compris les activités d'octroi, de supervision et de révision des subventions.

4 Les activités déprioritisées doivent être communiquées à toutes les parties prenantes du Fonds mondial.

La visibilité des activités supprimées lors de la redéfinition des priorités était inégale, 63 % des communautés membres de l'ICN et 50 % des communautés non membres de l'ICN étant au courant des suppressions probables. Cependant, parmi les répondants qui en avaient connaissance, plusieurs ont exprimé leur inquiétude quant au fait que la dépriorisation de ces programmes entraînerait une baisse de la qualité des soins, des difficultés à atteindre les clients, un

affaiblissement des systèmes de prévention et de diagnostic des trois maladies, des obstacles à la durabilité et une érosion de la société civile. Il sera essentiel de veiller à ce que toutes les parties prenantes impliquées dans l'élaboration de la demande de financement CS8 comprennent ce qui a été supprimé et puissent plaider en faveur de la reprise du financement des activités essentielles.

5 La transparence doit être renforcée afin de faciliter un engagement significatif. L'accès à des informations détaillées et claires, communiquées en temps utile et à toutes les parties prenantes, était un besoin essentiel identifié par les données. Les répondants ont déclaré ne pas avoir accès aux informations de base, notamment aux détails des activités incluses dans chaque subvention. Dans le contexte de la redéfinition des priorités, une minorité des personnes impliquées dans les processus du Fonds mondial avaient accès aux informations sur les dépenses et l'absorption des subventions, ce qui a été identifié comme un obstacle à l'identification réfléchie des économies permettant de combler les déficits de financement. Bien que des données détaillées sur les subventions aient récemment été mises à disposition sur la plateforme web du Secrétariat, ces ressources ne sont pas connues de tous les participants ou ne sont pas publiées dans un format accessible ou exploitable.

LIMITES

Ces données ont été collectées entre le 7 août et le 3 septembre 2025. Cette période a été choisie après que tous les pays aient reçu leurs lettres de redéfinition des priorités, après la date limite fixée aux ICN pour soumettre leurs commentaires sur les enveloppes de financement révisées et après la date limite pour déterminer la nécessité d'une révision officielle des subventions⁸. Pour les pays qui procèdent à une révision des subventions, cette période de collecte de données a commencé alors que la période de préparation des documents de subvention révisés était déjà bien avancée. Bien que les consultations communautaires aient dû avoir lieu avant le début de la collecte de données, dans certains pays, elles peuvent encore se dérouler à un stade avancé du processus de redéfinition des priorités.

De plus, le recrutement de participants pour la collecte de données a été difficile, certains répondants potentiels ayant émis des réserves quant au partage de leurs expériences par crainte

d'être identifiés et de subir des représailles. En effet, malgré un taux de réponse globalement élevé pour les questions spécifiques sur le processus de redéfinition des priorités, un grand nombre de répondants ont choisi de ne pas fournir d'informations démographiques. Certaines des conclusions présentées ici peuvent sous-estimer les défis rencontrés lors de la redéfinition des priorités, si les non-répondants étaient plus susceptibles de subir un niveau élevé d'intimidation dans les espaces du Fonds mondial.

Enfin, le taux de réponse à l'enquête a été très faible parmi les jeunes de moins de 24 ans, ce qui suggère que ces résultats ne reflètent peut-être pas les expériences des jeunes participant à l'exercice de redéfinition des priorités.

ABRÉVIATIONS

ALF	Agents locaux du Fonds
AT	Assistance technique
CRG	Communauté, droits et genre
CS7/8	Cycle de subventions 7 ou 8
DAAQ	Disponibilité, accessibilité, acceptabilité, qualité
HSH	Homme ayant des rapports sexuels avec des hommes
ICN	Instance de coordination nationale
IO	Infection opportuniste
IST	Infection sexuellement transmissible
MVA	Maladie à VIH avancée
OSC	Organisation de la société civile
PCV	Population clé ou vulnérable
PEP	Prophylaxie post-exposition
PrEP	Prophylaxie pré-exposition
RP	Réципиентаire principal
S&E	Suivi et évaluation
SDC	Suivi dirigé par la communauté
SR	Sous-réципиентаire
SSR	Sous-sous-réципиентаire
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

ANNEXE 1.

CARACTÉRISTIQUES DES RÉPONDANTS

Indicateur	Total (n=255)	Communauté (n=206)	Non- communauté (n=49)
Engagement avec Fonds mondial (n=255)			
Membre de l'ICN	89 (36%)	74 (36%)	15 (31%)
Réципиентаire principal	18 (7%)	12 (6%)	6 (12%)
Sous- ou sous-sous-réципиентаire	92 (36%)	89 (43%)	3 (6%)
Gouvernement	5 (2%)	0 (0%)	5 (10%)
Fournisseur d'AT	10 (4%)	0 (0%)	10 (20%)
Partenaire technique	17 (7%)	1 (<1%)	16 (33%)
Participant à des consultations communautaires	46 (19%)	46 (22%)	0 (0%)
Région du Fonds mondial⁹ (n=255)			
Afrique Centrale	18 (7%)	15 (7%)	3 (6%)
Europe de l'Est et Asie centrale	13 (5%)	11 (5%)	2 (4%)
Afrique High Impact 1	20 (8%)	18 (9%)	2 (4%)
Afrique High Impact 2	47 (18%)	34 (17%)	13 (27%)
Asie High Impact	32 (13%)	27 (13%)	5 (10%)
Amérique Latine et Caraïbes	25 (10%)	22 (11%)	3 (6%)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7 (3%)	5 (2%)	2 (4%)
Asie du Sud-Est	9 (4%)	8 (4%)	1 (2%)
Afrique Australe et Orientale	18 (7%)	12 (6%)	6 (12%)
Afrique Occidentale	19 (7%)	18 (9%)	1 (2%)
Préfère ne pas répondre	47 (18%)	36 (18%)	11 (22%)
Identité de genre (n=206)			
Femme cisgenre	39 (15%)	39 (15%)	—
Homme cisgenre	72 (28%)	72 (28%)	—
Femme transgenre	5 (2%)	5 (2%)	—
Homme transgenre	5 (2%)	5 (2%)	—
Non binaire ou genre fluide	18 (7%)	18 (7%)	—
Préfère ne pas répondre	67 (33%)	67 (33%)	—

Indicateur	Total (n=255)	Communauté (n=206)	Non- communauté (n=49)
Tranche d'âge (n=206)			
18-24	1 (<1%)	1 (<1%)	—
25-34	39 (15%)	39 (15%)	—
35-44	53 (21%)	53 (21%)	—
45-54	45 (18%)	45 (18%)	—
55-64	23 (9%)	23 (9%)	—
65 ans et plus	9 (4%)	9 (4%)	—
Préfère ne pas répondre	85 (33%)	85 (33%)	—
Population clé ou vulnérable (n = 206)			
Pas membre d'une PCV	137 (67%)	137 (67%)	—
HSH	29 (14%)	29 (14%)	—
Personnes qui consomment des drogues	16 (8%)	16 (8%)	—
Travailleur·se du sexe	10 (5%)	10 (5%)	—
Personnes transgenres	9 (4%)	9 (4%)	—
Personnes incarcérées	6 (3%)	6 (3%)	—
Populations autochtones	4 (2%)	4 (2%)	—
Migrant·es, réfugié·es, demandeurs d'asile, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays	3 (1%)	3 (1%)	—
Autres	22 (11%)	22 (11%)	—
Préfère ne pas répondre	16 (8%)	16 (8%)	—

RÉFÉRENCES

1. Fonds mondial. Mesures d'adaptation pour les subventions du cycle de subvention 7. 16 mai 2025. Disponible à : <https://resources.theglobalfund.org/fr/updates/2025-05-16-gc7-grant-ada ptation-measures/>.
2. Data Etc. GC7 Reprioritization. Disponible à : <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1OWv9Q4zyLESuzdvuesSHBp9G hLyycgiz9IMbXmIRWzA/edit?usp=sharing>.
3. Fonds mondial. Démarche de redéfinition des des priorités programmatiques – CS7: Protéger et faciliter l'accès aux services vitaux. 10 juin 2025. Disponible à : https://www.theglobalfund.org/media/sveowiic/cr_gc7-programmatic-repri oritization-approach_summary_en.pdf.
4. Fonds mondial. Guidance on GC7 Mid-cycle Reprioritization and Revision. 8 July 2025. Disponible à : https://resources.theglobalfund.org/media/mlxjgt0n/cr_gc7-reprioritization-revision_guidance_en.pdf.
5. « Engagement significatif » désigne le fait que les communautés soient impliquées, équipées et habilitées à jouer un rôle actif, éclairé et influent dans les processus décisionnels liés à la santé, aux politiques et aux stratégies qui affectent leur vie.
6. Courriel envoyé par le Fonds mondial à ses partenaires communautaires, le 30 juin 2025.
7. Fonds mondial. Operational Update. 6 juin 2025. Disponible à : https://www.theglobalfund.org/media/1nvfoufz/archive_operational-2025-06-06_update_en.pdf.
8. Fonds mondial. Guidance on GC7 Mid-cycle Reprioritization and Revision. 8 juillet 2025. Disponible à : https://resources.theglobalfund.org/media/mlxjgt0n/cr_gc7-reprioritization-revision_guidance_en.pdf.
9. Groupements régionaux basés sur les groupements régionaux du Fonds mondial. Disponible à : https://www.theglobalfund.org/media/14831/core_2024-09-global-fund-re gional-groupings_list_en.pdf

Coordonnées. Pour toute question ou commentaire concernant ce rapport, veuillez contacter [Alana Sharp](#) (Data Etc), [Lizzie Otake](#) (EANNASO) ou [Richard Muko](#) (AVAC, COMPASS Afrique).

